L'Avenir de la Nouvelle-Orléans
Bureaux : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS
MARDI, 5 JUILLET 1892.

ANNONCES JUDICIAIRES

PAR LE CONSTABLE.

Sur un fi. fa. de la Cour de P. Valentine.

Le même vs Johnson & Valentine.

DEUXIEME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans — Nos 14,607 et 14,608.—En vertu de deux writs de deri facias à moi adressés par l'Honorable Chs. E. Leitheiser, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus intitulées et numérotées, je me rendrai, à la vente à l'encan, à la porte de l'Hôtel St-Charles, rue St-Charles, entre Common et Gravier, dans la Première Municipalité de cette ville, le SAMEDI, 16 juillet 1892, à midi de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Tous les droits, titres et intérêts du dit P. Valentine, défendeur dans l'affaire No 14,607 et un des défendeurs dans l'affaire No 14,608 dans et pour la propriété décrite ci-après, à savoir :

Un arpent de terre, avec les bâtisses qui s'y trouvent, dans la Quatrième District de cette ville, désigné par le No 8 dans l'Ilet borné par les rues Laurel, Josephine, Annunciation et Trocadero ; sur un plan de Hermann Kohl, daté le 8 mai 1846, et déposé comme plan No 97 dans le livre de plans de F. R. Marix, ex notaire, mesurant 31 pieds 11 pouces 8 lignes de face à la rue Laurel sur 100 pieds de profondeur et 31 pieds 8 pouces 3 lignes de large dans le fond, désigné par le No 14.

Acquis par P. H. Valentine de Francisco Cassard et Fernandis Blanco d'après un acte passé pardevant M. T. Ducros, not. pub., le 29 mai 1882, enregistré dans le livre 120—folio 81, Bureau des hypothèques.

Saisi dans les affaires ci-dessus intitulées et numérotées.

Conditions—Comptant sur les lieux.

F. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

14 juin—14 21 28—juil 5 12 26

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE D. du District pour la paroisse d'Orléans — No 91,192—Division E.—Succession de Ann E. Auld, femme décédée de George Ghédan.—Attendu que Hannah F. Auld a fait et déposé au greffe de cette Cour son rapport final comme administratrice de la succession de Ann E. Auld, et comme administratrice de leurs enfants mineurs, Catherine A. W. Auld et Annie S. Auld, et comme administratrice de leurs successions, en date du 27 A. Keeley, père et tuteur naturel du mineur, Edith Keeley, et comme administrateur de sa succession en tous de Baltimore, Etat du Maryland, ont demandé à cette Cour l'autorisation de prendre possession de ce dit rapport et de transférer de l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dits mineurs et cet ensemble en compte-rendu en cette affaire, et ordonné qu'il est requis par la loi, donnant un état de la propriété et les dettes de la dite succession et des dits mineurs ; Avis est par le présent donné à qui cela concerne de donner les raisons, s'il y en a, dans les trente jours qui suivront la présente publication, pourquoi la dite succession ne devrait pas être déclarée close et pourquoi le dit compte ne serait pas approuvé, et qu'il soit fait droit à l'application des dits pétitionnaires.

Nouvelle-Orléans, 9 juin 1892.

Par ordre de la Cour.

EUG. D'HÉRBÉTÉ,
Député Greffier.

Sian—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Chas Edw. Rhoden.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 34,614.—Division D—Avisant par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Charles Bedell, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE,
Greffier.

1er juil—1 5 9

Succession de Geo. C. Duerson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 36,179—Division D,—Attendu que J. E. Vinet, administrateur public pour la paroisse d'Orléans, a présenté une pétition à l'effet d'obtenir une ordonnance de cette Cour l'autorisant à faire la succession de feu Geo. C. Duerson, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

A. V. FLOTTE,
Greffier.

30 juin—30—juil 5 9

AVIS AUX CREANCIERS.

Alphonse Gisclon vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,930—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en sont) pour lesquelles le compte présenté par Victor Maub, curateur, ayadie des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour

A. V. FLOTTE,
Greffier.

29 juin—29—juil 2 8

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE D. du District pour la paroisse d'Orléans—No 94,082—Succession de Lazard Brothers et leurs créanciers.—Ordre de Cour—Qu'une requête des créanciers de Gondelman Brothers dans la raison commerciale composée de Lazard Gondelman et Edouard Gondelman, et demeurant tous deux à Nouvelle-Orléans, ayant été et tenue pardevant Fr derick Adolph, notaire public de cette ville, ayant le droit de voter sur leur application pour la vente de un et deux arpents de terre de la dite réunion soit tenue pardevant Frederick Adolph, notaire public de cette ville, à partir de SAMEDI, 23 juillet 1892 à 11 heures A. M., que F. B. Thomas, Esq., avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents de la dite raison commerciale, et que dans l'intervalle jusqu'à nouvel ordre de cette Cour, toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens de la dite raison commerciale et de tous les membres individuels soient par conséquent suspendues.

Nouvelle-Orléans, 14 juin 1892.

Signé: THOS. C. W. ELLIS,
Pour copie conforme.

J. A. D. RAMM, Député Greffier.

14 juin—3t ao 23 juil

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans—Je certifie par le présent, que le 23 août jour de février 1892, jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-dessus intitulée, dans les termes et teneur suivants, savoir : Les nommés Frank Frank vs John C. Frank—No 34,313—Division C.—Sur motion de E. J. Wenck Esq., avocat pour la demanderesse, et sur production de preuves à l'appui de sa demande et de la loi et les témoignages étant en faveur et contre le défendeur, il est ordonné, adjugé et décrété que le défaut inscrit dans cette affaire le 31 décembre 1891 soit confirmé et qu'il y ait jugement en faveur de la demanderesse, la dite Frank, et contre le défendeur, John C. Frank, susnommé, décrétant une séparation de biens et une dissolution de la communauté de biens actuellement existé entre eux, que la demanderesse Pauline Frank, ait en plus jugement contre le défendeur, John C. Frank, dans la somme de six mille dollars avec privilège sur tous les biens du défendeur jusqu'à la réalisation finale par lui de la présente condamnation et séparément de la demanderesse comme il est alloué par la loi aux femmes mariées ; que la demanderesse ait en plus les meubles de la maison et les effets personnels de feu le dit Frank, et tous les livres, papiers, comptes et autres pièces au demeurant, la partie américaine étant subdivisée en chacun et entier, pour valoir comme meubles meublant ou bons à l'article, aux quatrièmes 3 intérieur, cour privée, un balcon couvrant tout le trottoir, et près d'un arpent, de fabriques des dé-ravure, etc., et servant vendeurs de bois de chauffage, tout au bas Saint-Louis No 979, 981 et 983 rue Tchoupitoulas, et ont un vaste salon de la maison de la dite maison, avec toutes les aisances